

BILLET D'ACTUALITÉ

Sale temps à Munich

Par Philippe COSTE, Ancien Ambassadeur

- ***La soixantième conférence de Munich sur la sécurité s'est tenue du 16 au 18 février 2024.***
- ***Les discussions ont porté sur la situation en Ukraine, dont l'évolution dépend des élections américaines de novembre.***
- ***Dans l'hypothèse d'un abandon de l'Europe par les Etats-Unis, les Européens se demandent comment assurer leur propre défense.***

Traditionnellement deux moments forts rythment la vie munichoise : l'Oktoberfest et la Wehrkunde ou, comme on dit chez nous, la Fête de la Bière et le Davos de la Sécurité ; celle du début de l'automne, deux semaines de liesse populaire et débridée, celle de la fin de l'hiver, trois jours de rassemblement très sélectif voués à la réflexion sérieuse. Cette année, le contraste a été beaucoup plus marqué encore que d'habitude car, **à la Wehrkunde, l'atmosphère a brusquement tourné, passant de l'optimisme serein qui y régnait depuis 25 ans à une franche anxiété.**

Il faut dire que les mauvaises nouvelles sont tombées drues ces derniers temps. En provenance de Russie et d'Ukraine, l'assassinat d'Alexeï Navalny, l'héroïque dissident, annoncée juste à l'ouverture de la conférence, le 16 février, et la chute de la forteresse d'Avdiivka après plusieurs mois de combats acharnés. Ce dernier cadeau, déposé aux pieds de Poutine en hommage anticipé à sa prochaine réélection, est directement lié au blocage persistant des approvisionnements de l'Ukraine en armes et en munitions. Car le pire est sans doute venu des États-Unis : avec le refus réitéré du nouveau président de la Chambre des Représentants de mettre aux voix le paquet financier prévu notamment en faveur de l'Ukraine et plus encore avec la déclaration incendiaire de Donald Trump se disant prêt à laisser le Kremlin faire « ce qu'il veut » avec les alliés de l'OTAN qui ne participent pas suffisamment à l'effort cette défense collective. Tout cela sans parler de la navrante interview de Vladimir Poutine par Tucker Carlson dans le rôle de l'idiot utile. Comme le déclarait, sans rire du tout, un député au Bundestag présent sur place, **on est en train de réaliser qu'on pourrait bien se trouver bientôt en face de trois autocraties : la Russie, la Chine et les États-Unis.** Pour ainsi dire, l'édition 2024 de la Wehrkunde restera dans la mémoire des participants comme la plus mauvaise, et de loin, du dernier quart de siècle.

À la tribune, les déclarations ont évidemment beaucoup porté sur l'évolution de la situation en Ukraine. On a fait valoir que si la balance paraissait pencher en faveur de la Russie, il fallait raison garder. Avec la chute d'Avdiivka, l'Ukraine n'avait perdu que quelques kilomètres de terrain. Sur la mer

Noire en revanche, elle avait détruit une partie significative de la flotte russe et rétabli l'essentiel de sa capacité à exporter. Toujours à la tribune, les Occidentaux ont de nouveau réitéré leur soutien indéfectible et les Ukrainiens les ont forcément remerciés mais dans les couloirs, leur langage était différent : assez de paroles ; des actes, et vite ; c'est vous aussi que nous défendons.

Autre grand sujet de débats, la situation en Russie et ses perspectives d'évolution. Au plan militaire, le Kremlin avait incontestablement tiré les leçons de son échec initial : en barricadant son armée d'invasion derrière de redoutables champs de mines et en plaçant toute son économie sur le pied de guerre. Aujourd'hui, les Russes étaient en état de brûler trois à quatre fois plus de munitions que les Ukrainiens. Concernant les effectifs, c'était plus compliqué. La démographie les avantageait mais la surconsommation de personnels, pour le dire pudiquement, avait érodé cet avantage. Or il paraissait très difficile de procéder à de nouvelles vagues de recrutement : elles seraient trop impopulaires. Les Russes ne veulent visiblement pas aller mourir en Ukraine. Significativement, le candidat anti-guerre aux prochaines élections, Boris Nadejdine, a été prudemment écarté de la course pour ne pas laisser apparaître qu'il représente une fraction notable de l'opinion. **C'est là la faiblesse principale de Vladimir Poutine qui compte visiblement sur l'élection de Trump pour sauver son « opération spéciale ». Si le candidat démocrate est élu, une contestation sérieuse pourrait bien s'élever à Moscou.**

C'est dire que les participants à la Wehrkunde ont tous considéré que les élections de novembre prochain aux États-Unis étaient vraiment décisives. Déjà aujourd'hui, la seule perspective d'un retour possible de l'ancien président à la Maison Blanche suffit à fasciner le parti républicain et à peser sur la mise en œuvre de la politique étrangère américaine. À Munich, les *congressmen* ont été assaillis de questions sur la manière dont pourrait être mise en œuvre la « *discharge motion* », la procédure permettant de contourner le président de la Chambre des Représentants et forcer la mise au vote d'une motion, en l'espèce faire voter le paquet d'aides promis à Kiev. Mais au-delà, tous les participants se sont trouvés forcés de constater que Trump ne souhaitait pas la victoire de Kiev : ne serait-ce que parce que, en règle générale, il souhaite voir échouer tout ce que Joe Biden a entrepris. Certains ont même avancé qu'il souhaitait que Poutine gagne. On a d'ailleurs noté qu'il n'avait à aucun moment exprimé la moindre marque de sympathie à la famille de Navalny et que sa seule réaction à la mort du dissident avait été de se comparer à lui, en tant que victime de l'oppression démocrate.

Plus globalement, **de l'avis général, le lâchage de l'Ukraine en cas de victoire de Trump risque fort de s'accompagner d'un lâchage de l'Europe.** Les Européens en étaient parfaitement conscients et s'y préparaient activement même si c'était en toute discrétion pour ne pas courir le risque de la prophétie auto-réalisatrice. C'était en particulier le cas des pays limitrophes de la Russie, du Bélarus et de l'Ukraine, au nord et à l'est du continent. En fait, les Européens sont de plus en plus engagés dans la guerre derrière l'Ukraine. En plus des sanctions, désormais indirectes (touchant aussi des entreprises chinoises et indiennes), ils fournissent, bien que trop lentement encore, des armes de plus en plus performantes, capables désormais de frapper des cibles militaires sur le sol russe. **Ils garantissent sur la longue durée le financement de l'effort de guerre de l'Ukraine** (Cf. le paquet de 50 milliards d'euros sur quatre ans du 1^{er} février et les accords bilatéraux de défense conclus dans la foulée entre l'Ukraine et ses principaux partenaires européens). Leurs industries de défense accélèrent sensiblement le rythme de leurs productions. En contrepartie, ils font l'objet d'un harcèlement croissant d'opérations de désinformation russes.

En l'état actuel des choses, les Européens ne sont pas en mesure de faire face, seuls, à une crise majeure. Leurs moyens de défense comportent beaucoup trop de lacunes que les États-Unis sont censés combler. Quant à mettre sur pied une défense européenne digne de ce nom, c'est une affaire de décennies. **Dans l'hypothèse d'un retrait du grand allié donc, les grandes questions ont fait leur**

retour dans les couloirs de la conférence. Le réaménagement des rapports entre l'UE et l'OTAN ? Le rétablissement du service militaire obligatoire ? Une possible couverture nucléaire du continent par les forces française et britannique ? En vérité, on n'en est pas encore là. Mille choses peuvent encore se produire d'ici aux élections outre-Atlantique.

Si une écrasante majorité a souhaité une victoire démocrate, beaucoup l'ont liée à la manière de présenter les choses. **Veiller à ne pas parler de la question ukrainienne comme d'un simple dossier de politique étrangère mais comme une affaire qui touche à l'identité même des États-Unis** : qu'est-ce que l'Amérique ? Est-ce un pays ami des autocraties ou le pays phare de la démocratie ? Tel est l'enjeu. Posé en ces termes, il n'est pas écrit que les républicains gagnent.

Philippe COSTE

Ancien Ambassadeur